

RCS : CHARTRES

Code greffe : 2801

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de CHARTRES atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1997 B 40154

Numéro SIREN : 413 736 356

Nom ou dénomination : DREUDIS

Ce dépôt a été enregistré le 04/02/2019 sous le numéro de dépôt B2019/000602



Grégoire BUNOT

Marc SOUCARRE

Christian PALVADEAU

Experts - comptables associés
Commissaires aux comptes

Geneviève DURANTEAU

Expert - comptable associée

Laurence GOYEC

Rachel VIOLIN

Experts - comptables

Thomas BASTHISTE

Commissaire aux comptes

Cabinet Vilaine et Associés

Société civile d'expertise comptable et de commissariat aux comptes
Inscrite au tableau de l'Ordre de la Région des Pays de Loire
Membre de la Compagnie Régionale de Rennes

DREUDIS

Boulevard de l'Europe
28100 DREUX

S.A.S. au capital de 5 400 000 €
R.C.S. CHARTRES 413 736 356

COMPTES ANNUELS

Exercice du 1^{er} Juillet 2017 au 30 Juin 2018

certifié conforme.

Tél 02 40 92 66 00
Fax 09 55 27 66 00
■ cva@cvaexperts.fr

6, avenue Jacques Cartier, 44800 Saint-Herblain
B.P. 30123, 44817 Saint-Herblain Cedex
Membre d'une association agréée. Règlement par chèque accepté
TVA : FR 63 330 356 700, RCS Nantes 330 356 700, Capital 430 000 euros



BILAN

ACTIF	Clôture au 30/06/18 Durée 12 mois			Clôture au 30/06/17 Durée 12 mois
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	17 617 711	6 567 811	11 049 899	10 701 363
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (1)	1 880 468	56 422	1 824 046	1 823 128
CONCESS., BREVETS, DROITS SIMILAIRES	57 468	56 422	1 046	128
IMMOBILISATIONS DIVERSES	1 823 000		1 823 000	1 823 000
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	14 700 198	6 511 389	8 188 808	7 974 998
TERRAINS	1 304 557	64 344	1 240 213	1 242 955
CONSTRUCTIONS	8 015 698	3 979 927	4 035 770	3 514 129
INST TECHN, MATERIEL & OUTILLAGE	2 751 020	1 835 318	915 702	521 092
IMMOBILISATIONS CORPORELLES DIVERSES	2 628 922	631 799	1 997 122	2 113 916
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS				582 905
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	1 037 044		1 037 044	903 236
TITRES IMMOBILISES DIVERS	790 672		790 672	654 778
PRETS	237 291		237 291	239 377
IMMOBILISATIONS FINANCIERES DIVERSES	9 080		9 080	9 080
ACTIF CIRCULANT	6 929 251	35 346	6 893 904	7 038 228
STOCKS ET EN-COURS	3 687 891		3 687 891	3 376 162
MATIERES PREMIERES, AUTRES APPROV.	4 622		4 622	12 943
MARCHANDISES	3 683 268		3 683 268	3 363 219
CREANCES D'EXPLOITATION (3)	1 578 739	35 346	1 543 392	1 398 137
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	113 531	35 346	78 184	106 397
AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION	1 465 208		1 465 208	1 291 740
CREANCES DIVERSES (3)	339 253		339 253	397 966
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	222 974		222 974	1 132 448
DISPONIBILITES	993 527		993 527	552 605
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3)	106 864		106 864	180 908
TOTAL GENERAL	24 546 962	6 603 158	17 943 803	17 739 592

(1) Dont droit au bail

(2) Dont à moins d'un an

(3) Dont à plus d'un an

14 574

13 197



BILAN

PASSIF	Clôture au 30/06/18 Durée 12 mois	Clôture au 30/06/17 Durée 12 mois
CAPITAUX PROPRES	8 571 951	8 626 808
CAPITAL	5 400 000	5 400 000
RESERVES	2 830 690	2 749 734
RESERVE LEGALE	294 586	270 732
AUTRES RESERVES	2 536 103	2 479 001
RESULTAT DE L'EXERCICE	341 260	477 074
RAPPEL CAPITAUX PROPRES	8 571 951	8 626 808
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	139 000	25 000
PROVISIONS POUR RISQUES	139 000	25 000
DETTES (1)	9 232 852	9 087 783
DETTES FINANCIERES (2)	4 629 429	4 536 059
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETS DE CREDIT (2)	4 460 679	4 344 500
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	168 750	191 559
DETTES D'EXPLOITATION	4 457 180	3 889 008
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	3 250 736	2 672 711
DETTES FISCALES ET SOCIALES	1 084 607	1 111 697
AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	121 836	104 600
DETTES DIVERSES	143 015	659 548
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES	36 851	560 517
AUTRES DETTES DIVERSES	106 164	99 031
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	3 226	3 166
TOTAL GENERAL	17 943 803	17 739 592
(1) Dont à plus d'un an	3 726 230	3 647 435
Dont à moins d'un an	5 506 622	5 440 348
(2) Dont concours bancaires & soldes créditeurs de banques	9 728	9 105



COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 30/06/18 Durée 12 mois	Clôture au 30/06/17 Durée 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	40 842 801	39 445 050
VENTES DE MARCHANDISES	40 117 880	38 642 050
PRODUCTION VENDUE (SERVICES)	514 243	506 419
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	40 632 124	39 148 469
REPRISES SUR PROVISIONS		64 382
TRANSFERTS DE CHARGES	96 212	123 394
AUTRES PRODUITS	114 465	108 803
CHARGES D'EXPLOITATION	40 424 174	38 594 479
ACHATS DE MARCHANDISES	32 730 353	30 777 551
VARIATION DES STOCKS	(320 049)	325 661
ACHATS DE MATIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS	73 559	67 476
VARIATION DES STOCKS	8 320	(3 860)
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES (*)	2 731 937	2 657 140
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	652 863	591 831
SALAIRES ET TRAITEMENTS	2 734 647	2 628 105
CHARGES SOCIALES	843 517	776 704
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	798 709	686 631
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR ACTIF CIRCULANT	31 657	3 689
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	114 000	
AUTRES CHARGES	24 657	83 547
RESULTAT D'EXPLOITATION	418 627	850 570
PRODUITS FINANCIERS	15 289	33 592
PARTICIPATIONS	9	
VALEURS MOBILIERES ET CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE	2 799	2 525
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES DIVERS	12 480	31 066
CHARGES FINANCIERES	78 366	83 901
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	78 366	83 901
RESULTAT FINANCIER	(63 077)	(50 309)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	355 549	800 261



COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 30/06/18 Durée 12 mois	Clôture au 30/06/17 Durée 12 mois
PRODUITS EXCEPTIONNELS	198 350	736
SUR OPERATIONS DE GESTION	46 250	
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	152 100	
REPRISES SUR PROVISIONS		736
CHARGES EXCEPTIONNELLES	26 916	5 000
SUR OPERATIONS DE GESTION	3 260	5 000
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	19 818	
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	3 838	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	171 433	(4 264)
PARTICIPATION DES SALAIRES	102 378	143 122
IMPOTS SUR LES BENEFICES	83 344	175 801
<i>Total des produits</i>	<i>41 056 441</i>	<i>39 479 378</i>
<i>Total des charges</i>	<i>40 715 180</i>	<i>39 002 304</i>
BENEFICE NET COMPTABLE	341 260	477 074
* Dont crédit-bail mobilier et immobilier	31 170	30 217
Produits financiers concernant les entreprises liées		
Charges financières concernant les entreprises liées		

ANNEXE

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

La société DREUDIS a effectué sur cet exercice un agrandissement de sa surface de vente de 375 m², la portant ainsi à 4 789 m². Ces travaux, achevés le 15 septembre 2017, se sont élevés à 1 600 k€, entièrement financés par emprunts bancaires.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice, pouvant avoir un impact significatif sur les comptes, n'est connu à la date d'arrêté des comptes annuels.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan et le compte de résultat sont établis conformément aux dispositions légales et pratiques comptables généralement admises, et dans le respect des principes comptables fondamentaux : prudence, continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables et indépendance des exercices.

Les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles

Les logiciels informatiques sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Les amortissements sont calculés sur une durée de 12 mois à 4 ans.

Ils n'ont pas fait l'objet d'amortissement dérogatoire compte tenu de l'absence de caractère significatif.

Le fonds commercial ne fait pas l'objet d'amortissement n'ayant pas de durée de vie limitée.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant les modes linéaire et dégressif, en fonction de la durée d'utilisation prévue, et en accord avec les pratiques professionnelles du secteur d'activité suivantes :

- Agencements des terrains :	10 ans	- Matériel d'exploitation :	5 à 10 ans
- Constructions :	15 à 25 ans	- Matériel de transport :	4 à 5 ans
- Agencements des constructions :	15 ans	- Matériel de bureau :	3 à 5 ans
- Agencements divers :	8 à 10 ans	- Mobilier de bureau :	5 à 10 ans

Compte tenu de l'absence d'écart significatif avec l'amortissement économique des immobilisations, l'amortissement dégressif n'a pas fait l'objet d'un retraitement en mode dérogatoire.

L'absence de visibilité sur les cessions de biens conduit à ne pas prendre en compte leurs valeurs résiduelles dans la base de calcul des amortissements.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle (vénale ou d'usage) est inférieure à la valeur nette comptable.

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est comptabilisée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués au dernier prix de revient connu.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Pour les créances, une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

NOTES RELATIVES A CERTAINS POSTES DU BILAN

Capital

Le capital social se compose de 101 830 actions de 53.03 euros.

Mali technique	BRUT	AMORTISSEMENT	PROVISION	NET
Fonds commercial	1 823 000	-	-	1 823 000
Terrain	513 000	-	-	513 000
Construction	1 695 330	226 044	-	1 469 286
	4 031 330	113 022	-	3 805 286

Conformément au règlement ANC 2015-06, le mali technique a été reclassé en fonction de sa nature, sur les lignes du bilan immobilisations incorporelles ou corporelles ou financières diverses :
absorption de la société DREUX DISTRIBUTION le 01/02/2005.

Le mali technique affecté à la construction est amorti sur 15 ans, durée résiduelle d'utilisation estimée.

Immobilisations	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	1 879 368	1 100		1 880 468
Immobilisations corporelles	14 288 120	1 016 175	604 097	14 700 198
Immobilisations financières - titres	654 779	155 712	19 818	790 673
Immobilisations financières - créances	248 458	4 708	6 793	246 372
	17 070 724	1 177 695	630 708	17 617 711

Amortissements	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	56 240	183		56 422
Immobilisations corporelles	6 313 121	802 365	604 097	6 511 389
	6 369 361	798 709 (*)	600 258	6 567 812
(*) Dont dotation : . linéaire		753 573		
. dégressive		45 137		
. exceptionnelle		3 839		

Provisions et dépréciations	DEBUT EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES	FIN EXERCICE
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
Provisions pour risques et charges	25 000	114 000		139 000
Dépréciations de l'actif immobilisé				
Dépréciations de l'actif circulant	3 689	31 658		35 347
	28 689	145 658 (*)	(*)	174 347
(*) Dont : . exploitation		145 658		
. financier		-		
. exceptionnel		-		

Les dotations aux provisions pour risques et charges correspondent à :

- de litiges prud'homaux pour 45 k€,
- un litige de la société coopérative nationale, à laquelle appartient la société, qui a été assignée par le ministre de l'économie et des finances devant le tribunal de Commerce de Paris, en vue d'obtenir la restitution de remises additionnelles perçues auprès des fournisseurs pour le compte de ses coopérateurs, à hauteur de 94 k€.

Biens pris en crédit-bail	IMMOBILIER	MOBILIER
Valeur des biens		
Valeur d'origine	-	145 300
Dotation aux amortissements théoriques	-	29 060
Cumul des amortissements théoriques	-	71 393
Valeur nettes	-	73 907
Redevances		
Afférentes à l'exercice	-	31 171
Cumulées	-	83 726
Restant à payer: . à mois d'un an	-	21 268
. de un à cinq ans	-	31 048
. à plus de cinq ans	-	-
. total	-	52 315
Prix d'achat résiduel en fin de contrat	-	34 937
Réintégrations fiscales en fin de contrat	-	-

Créances : état des échéances	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
Créances de l'actif immobilisé	246 372	14 574	231 798
Créances d'exploitation	1 578 740	1 578 740	
Créances diverses	339 253	339 253	
Charges constatées d'avance	106 865	106 865	
	2 271 230	2 039 432	231 798

Dettes : état des échéances	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	DE UN A CINQ ANS	A PLUS DE CINQ ANS
Concours bancaires courants (*)	14 513	14 513		
Emprunts bancaires (1)	4 446 166	876 780	2 600 931	968 455
Emprunts & dettes financières divers (2)	168 750	46 032	122 718	
Dettes d'exploitation	4 457 180	4 423 054		34 126
Dettes diverses	143 016	143 016		
Produits constatés d'avance	3 227	3 227		
	9 232 853	5 506 622	2 723 650	1 002 581

(*) Y compris intérêts courus sur emprunts bancaires 4 785

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit souscrits en cours d'exercice 1 018 836

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit remboursés en cours d'exercice 902 803

(2) Dont dettes souscrites auprès des associés personnes physiques et morales -

Comptes rattachés et comptes de régularisation

Les charges à payer, produits à recevoir, charges et produits constatés d'avance ne nécessitent pas d'informations particulières.

Valeurs mobilières de placement**Néant****NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT****Chiffre d'affaires**

Il provient de l'exploitation d'un hypermarché, et de ventes sur internet à emporter et se ventile de la façon suivante :

- Magasin	26 771 666
- Drive accolé « Les Bâtes »	1 764 870
- Drive déporté « Le Pré »	2 596 761
- Station-service	9 498 827
	<u>40 632 124</u>

Il est réalisé exclusivement en France.

Ventilation de l'effectif moyen

L'effectif moyen correspond à la moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque trimestre de l'exercice comptable. Les salariés employés à temps partiel ne sont pas « proratisés » et le personnel intérimaire n'est pas pris en compte. Il se décompose ainsi :

- Cadres	6
- Agents de maîtrise	13
- Employés	<u>114</u>
	133

Rémunérations des dirigeants

En application du principe du respect du droit des personnes, cette rubrique n'est pas servie car elle aurait pour effet de fournir des informations de caractère individuel.

Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises.

A cet effet, le CICE 2016, qui s'élève à 138 724 €, a été utilisé pour le financement des efforts de l'entreprise en matière d'investissement et de recrutement.

Pour les salaires versés en 2017, il a été comptabilisé un CICE calculé au taux de 7 % sur les salaires inférieurs à 2,5 fois le SMIC, ainsi qu'un produit à recevoir sur les salaires versés depuis le 1^{er} janvier 2018 au taux de 6 %.

L'impact de ce crédit d'impôt sur le compte de résultat se traduit par une réduction du poste « charges sociales » pour un montant de 152 043 €.

Résultat exceptionnel	Charges	Produits
Remboursement TICFE	-	46 250
Cessions immobilisations financières	19 818	152 100
Pénalités et amendes	3 260	-
Dotation aux amortissements immobilisations sur mise au rebut	3 839	-
	26 917	198 350

Participation des salariés

Dans ce poste, figurent les sommes comptabilisées au titre de :

- La participation des salariés (ordonnance du 21/10/1986)	34 126
- L'intéressement des salariés (loi du 07/11/1990)	68 252
	102 378

Taux de l'impôt sur les bénéfices

Le poste Impôt sur les bénéfices comprend une charge d'impôt sur les sociétés calculée au taux de droit commun de 28% pour la fraction des bénéfices n'excédant pas 75 000 € et au taux de 33,1/3% au-delà de cette limite, cette charge d'impôt étant diminuée de crédits d'impôts.

Intégration fiscale

La société fait partie du groupe d'intégration fiscale de la société mère BATEDIS.

La charge d'impôt comptabilisée est égale à celle qu'elle aurait supportée en l'absence d'intégration fiscale.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

- Impôt concernant le résultat courant avant impôts	63 765
- Impôt concernant le résultat exceptionnel (participation des salariés incluse)	19 579
	83 344

Situation fiscale latente

Impôt sur les sociétés payé d'avance provenant des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable de produits ou de charges :

- Situation au début de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	21 202
- Situation à la fin de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	17 345

AUTRES INFORMATIONS**Dettes garanties par des sûretés réelles**

L'ensemble des emprunts à moyen ou long terme contractés auprès d'établissements de crédit est garanti par des sûretés réelles (nantissement du fonds de commerce) à hauteur de 4 051 704 €.

Engagements financiers

	DONNES	RECUS
Cautions, avals, garanties concernant les filiales	-	-
Cautions, avals, garanties concernant les participations	-	-
Cautions, avals, garanties concernant les dirigeants	-	-
Cautions, avals, garanties concernant des sociétés de même enseigne	800 697	-
Effets escomptés et non échus	-	-
Marge non utilisée des crédits confirmés	1 100 000	1 100 000
Emprunts obtenus non encaissés	-	-
Autres engagements	-	-

Engagements de retraite

Les engagements de retraite résultent de l'application de la convention collective du commerce de gros et de détail à prédominance alimentaire.

Ils n'ont pas fait l'objet d'une provision comptabilisée au bilan.

Une estimation de ces engagements est donnée ci-après en retenant tous les salariés.

Les hypothèses de calcul sont les suivantes :

- départ uniforme de tous les salariés à l'âge de 62 ans, de façon volontaire ;
- calcul pour tous les salariés présents à la date de clôture de l'exercice social ;
- exclusion des dirigeants et mandataires sociaux en l'absence d'engagements formels ;
- valorisation établie à la date de clôture de l'exercice ;
- calcul effectué sur la base du salaire brut moyen mensuel ;

- évolution annuelle des rémunérations brutes : + 1.5 % (*);
- taux d'actualisation annuel à la clôture de l'exercice : 2.5 % (*) ;
- montant déterminé avec incidence des charges sociales et fiscales (taux moyen retenu : 37.8 %) ;
- critère de turn-over du personnel : faible ;
- table de mortalité : INSEE 2017.

(*) Le taux d'inflation et le taux d'actualisation ont été fixés en considération de l'ancienneté moyenne des salariés lors du départ à la retraite.

Le montant des indemnités ainsi déterminé s'élève à environ 227 133 €

Entreprises liées

BATEDISN

Créances diverses	-	264 588
Produits de participation	-	-
Autres produits financiers	-	-
Charges financières	-	-

Filiales et participations détenues

Néant

Société établissant des comptes consolidés

Les présents comptes annuels sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale par la société :

S.A.S. BATEDIS

Boulevard de l'Europe

28 100 DREUX

R.C.S. : CHARTRES 512 983 214

Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes concernent exclusivement la mission d'audit légal des comptes annuels.

DREUDIS
Société par actions simplifiée au capital de 5 400 000 euros
Siège social : Boulevard de l'Europe
28100 DREUX
413 736 356 RCS CHARTRES

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 13 DECEMBRE 2018

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 30 juin 2018

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 30 juin 2018 s'élevant à 341 260,95 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice 341 260,95 euros

A la réserve légale 17 063,05 euros

Le solde 324 197,90 euros

Auquel s'ajoute une somme prélevée sur le compte « Autres réserves » 88 213,60 euros
Qui s'élève ainsi à 2 447 889,90 euros

Pour former un bénéfice distribuable de 412 411,50 euros

A titre de dividendes 412 411,50 euros

Soit 4,05 euros par action

Le dividende sera mis en paiement au siège social à compter de ce jour.

Il est précisé que :

- le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 juin 2018 éligibles à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158, 3-2° du Code général des impôts s'élève à 12,15 euros,

- le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 juin 2018 non éligibles à l'abattement de 40 % s'élève à 412 399,35 euros.

L'Assemblée Générale prend acte que les associés ont été informés que :

- depuis le 1^{er} janvier 2018, les revenus distribués supportent dès leur versement un prélèvement forfaitaire unique (PFU ou "flat tax") de 30%, soit 12,8% au titre de l'impôt sur le revenu et 17,2% de prélèvements sociaux,

- peuvent demander à être dispensées de ce prélèvement les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50 000 euros (contribuables célibataires, divorcés ou veufs) ou 75 000 euros (contribuables soumis à une imposition commune) ; la demande de dispense doit être formulée, sous la responsabilité de l'associé, au plus tard le 30 novembre de l'année précédant le paiement du dividende,

- l'option pour une imposition du dividende au barème progressif reste possible et doit être indiquée sur la déclaration de revenus ; dans ce cas, le prélèvement forfaitaire de 12,8% sera déduit de l'impôt dû. L'abattement de 40% sera maintenu mais les prélèvements sociaux seront assis sur le montant avant abattement.

Il a en outre été rappelé aux associés que, conformément aux dispositions de l'article L. 136-7 du Code de la sécurité sociale, les prélèvements sociaux sur les dividendes versés aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont soumis aux mêmes règles que le prélèvement mentionné à l'article 117 quater du Code général des impôts, c'est-à-dire prélevés à la source par l'établissement payeur, lorsque ce dernier est établi en France, et versés au Trésor dans les quinze premiers jours du mois suivant celui du paiement des dividendes.

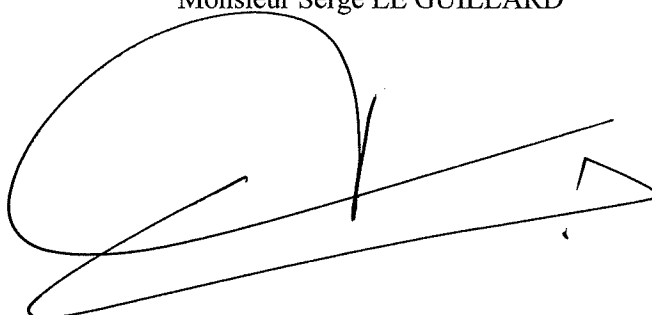
Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	Total des sommes distribuées	Nombre d'actions concernées	Réfaction sur les dividendes (Article 158.3.2 CGI)	
			Dividende éligible	Dividende non éligible
30/06/2015	366 588,00 €	101 830	14,40 €	366 573,60 €
30/06/2016	315 673,00 €	101 830	9,30 €	315 663,70 €
30/06/2017	396 118,70 €	101 830	11,67 €	396 107,03 €

Vote de l'Assemblée Générale Mixte du 13 décembre 2018

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés ayant le droit de vote.

Certifié conforme
Le Président
Monsieur Serge LE GUILLARD



167, Quai Ledru-Rollin
72000 Le Mans

T. 02 43 40 76 00

F. 02 43 40 76 29

www.sogecgroupe.com

DREUDIS

Société par Actions Simplifiée au capital de 5 400 000 €

Boulevard de l'Europe

28100 DREUX

RCS CHARTRES B 413 736 356

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 juin 2018

UNE OFFRE GLOBALE POUR VOTRE RÉUSSITE

Société à responsabilité limitée au capital de 10 000 euros - RC Le Mans B 438 422 495
N° intracommunautaire FR 71 438 422 495



sogecAUDIT
COMMISSARIAT AUX COMPTES

167, Quai Ledru-Rollin
72000 Le Mans

T. 02 43 40 76 00

F. 02 43 40 76 29

www.sogecgroupe.com

DREUDIS

Société par Actions Simplifiée au capital de 5 400 000 €

Boulevard de l'Europe

28100 DREUX

RCS CHARTRES B 413 736 356

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 juin 2018

Aux associés,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société DREUDIS SAS relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} juillet 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

UNE OFFRE GLOBALE POUR VOTRE RÉUSSITE

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

La note de l'annexe « Stocks » expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation, la valorisation des stocks ainsi qu'à la méthode de dépréciation.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nos travaux ont consisté à apprécier le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe. Nous nous sommes également assurés de leur correcte application, notamment :

- par l'assistance à l'inventaire physique,
- par la revue analytique des stocks,
- par le contrôle des quantités et de l'évaluation des stocks par sondage,

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

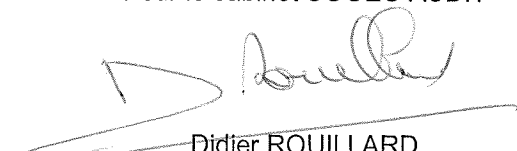
Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Mans, Le 27 novembre 2018
Pour le cabinet SOGEC AUDIT



Didier ROUILLARD
Commissaire aux comptes



sogecaUDIT

Commissariat aux Comptes
SARL au Capital de 10 000€
167 Quai Ledru Rollin - 72000 LE MANS
Tél. 02 43 40 76 00 - Fax 02 43 40 76 29
RC Le Mans 438 422 495 - SIRET 438 422 495 00020


BILAN

ACTIF	Clôture au 30/06/18 Durée 12 mois			Clôture au 30/06/17 Durée 12 mois
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	17 617 711	6 567 811	11 049 899	10 701 363
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (1)	1 880 468	56 422	1 824 046	1 823 128
CONCESS., BREVETS, DROITS SIMILAIRES	57 468	56 422	1 046	128
IMMOBILISATIONS DIVERSES	1 823 000		1 823 000	1 823 000
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	14 700 198	6 511 389	8 188 808	7 974 998
TERRAINS	1 304 557	64 344	1 240 213	1 242 955
CONSTRUCTIONS	8 015 698	3 979 927	4 035 770	3 514 129
INST TECHN, MATERIEL & OUTILLAGE	2 751 020	1 835 318	915 702	521 092
IMMOBILISATIONS CORPORELLES DIVERSES	2 628 922	631 799	1 997 122	2 113 916
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS				582 905
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	1 037 044		1 037 044	903 236
TITRES IMMOBILISES DIVERS	790 672		790 672	654 778
PRETS	237 291		237 291	239 377
IMMOBILISATIONS FINANCIERES DIVERSES	9 080		9 080	9 080
ACTIF CIRCULANT	6 929 251	35 346	6 893 904	7 038 228
STOCKS ET EN-COURS	3 687 891		3 687 891	3 376 162
MATIERES PREMIERES, AUTRES APPROV.	4 622		4 622	12 943
MARCHANDISES	3 683 268		3 683 268	3 363 219
CREANCES D'EXPLOITATION (3)	1 578 739	35 346	1 543 392	1 398 137
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	113 531	35 346	78 184	106 397
AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION	1 465 208		1 465 208	1 291 740
CREANCES DIVERSES (3)	339 253		339 253	397 966
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	222 974		222 974	1 132 448
DISPONIBILITES	993 527		993 527	552 605
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3)	106 864		106 864	180 908
TOTAL GENERAL	24 546 962	6 603 158	17 943 803	17 739 592
(1) Dont droit au bail			14 574	13 197
(2) Dont à moins d'un an				
(3) Dont à plus d'un an				


BILAN

PASSIF	Clôture au 30/06/18 Durée 12 mois	Clôture au 30/06/17 Durée 12 mois
CAPITAUX PROPRES	8 571 951	8 626 808
CAPITAL	5 400 000	5 400 000
RESERVES	2 830 690	2 749 734
RESERVE LEGALE	294 586	270 732
AUTRES RESERVES	2 536 103	2 479 001
RESULTAT DE L'EXERCICE	341 260	477 074
<i>RAPPEL CAPITAUX PROPRES</i>	<i>8 571 951</i>	<i>8 626 808</i>
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	139 000	25 000
PROVISIONS POUR RISQUES	139 000	25 000
DETTES (1)	9 232 852	9 087 783
DETTES FINANCIERES (2)	4 629 429	4 536 059
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETS DE CREDIT (2)	4 460 679	4 344 500
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	168 750	191 559
DETTES D'EXPLOITATION	4 457 180	3 889 008
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	3 250 736	2 672 711
DETTES FISCALES ET SOCIALES	1 084 607	1 111 697
AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	121 836	104 600
DETTES DIVERSES	143 015	659 548
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES	36 851	560 517
AUTRES DETTES DIVERSES	106 164	99 031
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	3 226	3 166
TOTAL GENERAL	17 943 803	17 739 592
(1) Dont à plus d'un an	3 726 230	3 647 435
Dont à moins d'un an	5 506 622	5 440 348
(2) Dont concours bancaires & soldes créditeurs de banques	9 728	9 105


COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 30/06/18 Durée 12 mois	Clôture au 30/06/17 Durée 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	40 842 801	39 445 050
VENTES DE MARCHANDISES	40 117 880	38 642 050
PRODUCTION VENDUE (SERVICES)	514 243	506 419
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	40 632 124	39 148 469
REPRISES SUR PROVISIONS		64 382
TRANSFERTS DE CHARGES	96 212	123 394
AUTRES PRODUITS	114 465	108 803
CHARGES D'EXPLOITATION	40 424 174	38 594 479
ACHATS DE MARCHANDISES	32 730 353	30 777 551
VARIATION DES STOCKS	(320 049)	325 661
ACHATS DE MATIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS	73 559	67 476
VARIATION DES STOCKS	8 320	(3 860)
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES (*)	2 731 937	2 657 140
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	652 863	591 831
SALAIRES ET TRAITEMENTS	2 734 647	2 628 105
CHARGES SOCIALES	843 517	776 704
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	798 709	686 631
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR ACTIF CIRCULANT	31 657	3 689
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	114 000	
AUTRES CHARGES	24 657	83 547
RESULTAT D'EXPLOITATION	418 627	850 570
PRODUITS FINANCIERS	15 289	33 592
PARTICIPATIONS	9	
VALEURS MOBILIERES ET CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE	2 799	2 525
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES DIVERS	12 480	31 066
CHARGES FINANCIERES	78 366	83 901
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	78 366	83 901
RESULTAT FINANCIER	(63 077)	(50 309)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	355 549	800 261



COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 30/06/18 Durée 12 mois	Clôture au 30/06/17 Durée 12 mois
PRODUITS EXCEPTIONNELS	198 350	736
SUR OPERATIONS DE GESTION	46 250	
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	152 100	
REPRISES SUR PROVISIONS		736
CHARGES EXCEPTIONNELLES	26 916	5 000
SUR OPERATIONS DE GESTION	3 260	5 000
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	19 818	
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	3 838	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	171 433	(4 264)
PARTICIPATION DES SALARIES	102 378	143 122
IMPOTS SUR LES BENEFICES	83 344	175 801
<i>Total des produits</i>	<i>41 056 441</i>	<i>39 479 378</i>
<i>Total des charges</i>	<i>40 715 180</i>	<i>39 002 304</i>
BENEFICE NET COMPTABLE	341 260	477 074
* Dont crédit-bail mobilier et immobilier	31 170	30 217
Produits financiers concernant les entreprises liées		
Charges financières concernant les entreprises liées		

ANNEXE

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

La société DREUDIS a effectué sur cet exercice un agrandissement de sa surface de vente de 375 m², la portant ainsi à 4 789 m². Ces travaux, achevés le 15 septembre 2017, se sont élevés à 1 600 k€, entièrement financés par emprunts bancaires.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice, pouvant avoir un impact significatif sur les comptes, n'est connu à la date d'arrêté des comptes annuels.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan et le compte de résultat sont établis conformément aux dispositions légales et pratiques comptables généralement admises, et dans le respect des principes comptables fondamentaux : prudence, continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables et indépendance des exercices.

Les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles

Les logiciels informatiques sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Les amortissements sont calculés sur une durée de 12 mois à 4 ans.

Ils n'ont pas fait l'objet d'amortissement dérogatoire compte tenu de l'absence de caractère significatif.

Le fonds commercial ne fait pas l'objet d'amortissement n'ayant pas de durée de vie limitée.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant les modes linéaire et dégressif, en fonction de la durée d'utilisation prévue, et en accord avec les pratiques professionnelles du secteur d'activité suivantes :

- Agencements des terrains :	10 ans	- Matériel d'exploitation :	5 à 10 ans
- Constructions :	15 à 25 ans	- Matériel de transport :	4 à 5 ans
- Agencements des constructions :	15 ans	- Matériel de bureau :	3 à 5 ans
- Agencements divers :	8 à 10 ans	- Mobilier de bureau :	5 à 10 ans

Compte tenu de l'absence d'écart significatif avec l'amortissement économique des immobilisations, l'amortissement dégressif n'a pas fait l'objet d'un retraitement en mode dérogatoire.

L'absence de visibilité sur les cessions de biens conduit à ne pas prendre en compte leurs valeurs résiduelles dans la base de calcul des amortissements.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle (vénale ou d'usage) est inférieure à la valeur nette comptable.

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est comptabilisée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués au dernier prix de revient connu.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Pour les créances, une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

NOTES RELATIVES A CERTAINS POSTES DU BILAN

Capital

Le capital social se compose de 101 830 actions de 53.03 euros.

Mali technique	BRUT	AMORTISSEMENT	PROVISION	NET
Fonds commercial	1 823 000	-	-	1 823 000
Terrain	513 000	-	-	513 000
Construction	1 695 330	226 044	-	1 469 286
	4 031 330	113 022	-	3 805 286

Conformément au règlement ANC 2015-06, le mali technique a été reclassé en fonction de sa nature, sur les lignes du bilan immobilisations incorporelles ou corporelles ou financières diverses :

absorption de la société DREUX DISTRIBUTION le 01/02/2005.

Le mali technique affecté à la construction est amorti sur 15 ans, durée résiduelle d'utilisation estimée.

Immobilisations	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	1 879 368	1 100		1 880 468
Immobilisations corporelles	14 288 120	1 016 175	604 097	14 700 198
Immobilisations financières - titres	654 779	155 712	19 818	790 673
Immobilisations financières - créances	248 458	4 708	6 793	246 372
	17 070 724	1 177 695	630 708	17 617 711

Amortissements	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	56 240	183		56 422
Immobilisations corporelles	6 313 121	802 365	604 097	6 511 389
	6 369 361	798 709 (*)	600 258	6 567 812
(*) Dont dotation :				
. linéaire		753 573		
. dégressive		45 137		
. exceptionnelle		3 839		

Provisions et dépréciations	DEBUT EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES	FIN EXERCICE
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
Provisions pour risques et charges	25 000	114 000		139 000
Dépréciations de l'actif immobilisé				
Dépréciations de l'actif circulant	3 689	31 658		35 347
	28 689	145 658 (*)	(*)	174 347
(*) Dont :				
. exploitation		145 658		
. financier		-		
. exceptionnel		-		

Les dotations aux provisions pour risques et charges correspondent à :

- de litiges prud'homaux pour 45 k€,

- un litige de la société coopérative nationale, à laquelle appartient la société, qui a été assignée par le ministre de l'économie et des finances devant le tribunal de Commerce de Paris, en vue d'obtenir la restitution de remises additionnelles perçues auprès des fournisseurs pour le compte de ses coopérateurs, à hauteur de 94 k€.

Biens pris en crédit-bail		IMMOBILIER	MOBILIER
Valeur des biens			
Valeur d'origine		-	145 300
Dotation aux amortissements théoriques		-	29 060
Cumul des amortissements théoriques		-	71 393
Valeur nettes		-	73 907
Redevances			
Afférentes à l'exercice		-	31 171
Cumulées		-	83 726
Restant à payer:		-	21 268
. à mois d'un an		-	31 048
. de un à cinq ans		-	-
. à plus de cinq ans		-	-
. total		-	52 315
Prix d'achat résiduel en fin de contrat		-	34 937
Réintégrations fiscales en fin de contrat		-	-

Créances : état des échéances	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
Créances de l'actif immobilisé	246 372	14 574	231 798
Créances d'exploitation	1 578 740	1 578 740	
Créances diverses	339 253	339 253	
Charges constatées d'avance	106 865	106 865	
	2 271 230	2 039 432	231 798

Dettes : état des échéances	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	DE UN A CINQ ANS	A PLUS DE CINQ ANS
Concours bancaires courants (*)	14 513	14 513		
Emprunts bancaires (1)	4 446 166	876 780	2 600 931	968 455
Emprunts & dettes financières divers (2)	168 750	46 032	122 718	
Dettes d'exploitation	4 457 180	4 423 054		34 126
Dettes diverses	143 016	143 016		
Produits constatés d'avance	3 227	3 227		
	9 232 853	5 506 622	2 723 650	1 002 581

(*) Y compris intérêts courus sur emprunts bancaires 4 785

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit souscrits en cours d'exercice 1 018 836

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit remboursés en cours d'exercice 902 803

(2) Dont dettes souscrites auprès des associés personnes physiques et morales -

Comptes rattachés et comptes de régularisation

Les charges à payer, produits à recevoir, charges et produits constatés d'avance ne nécessitent pas d'informations particulières.

Valeurs mobilières de placement**Néant****NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT****Chiffre d'affaires**

Il provient de l'exploitation d'un hypermarché, et de ventes sur internet à emporter et se ventile de la façon suivante :

- Magasin	26 771 666
- Drive accolé « Les Bâtes »	1 764 870
- Drive déporté « Le Pré »	2 596 761
- Station-service	9 498 827
	40 632 124

Il est réalisé exclusivement en France.

Ventilation de l'effectif moyen

L'effectif moyen correspond à la moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque trimestre de l'exercice comptable. Les salariés employés à temps partiel ne sont pas « proratisés » et le personnel intérimaire n'est pas pris en compte. Il se décompose ainsi :

- Cadres	6
- Agents de maîtrise	13
- Employés	114
	133

Rémunérations des dirigeants

En application du principe du respect du droit des personnes, cette rubrique n'est pas servie car elle aurait pour effet de fournir des informations de caractère individuel.

Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises.

A cet effet, le CICE 2016, qui s'élève à 138 724 €, a été utilisé pour le financement des efforts de l'entreprise en matière d'investissement et de recrutement.

Pour les salaires versés en 2017, il a été comptabilisé un CICE calculé au taux de 7 % sur les salaires inférieurs à 2,5 fois le SMIC, ainsi qu'un produit à recevoir sur les salaires versés depuis le 1^{er} janvier 2018 au taux de 6 %.

L'impact de ce crédit d'impôt sur le compte de résultat se traduit par une réduction du poste « charges sociales » pour un montant de 152 043 €.

Résultat exceptionnel	Charges	Produits
Remboursement TICFE	-	46 250
Cessions immobilisations financières	19 818	152 100
Pénalités et amendes	3 260	-
Dotation aux amortissements immobilisations sur mise au rebut	3 839	-
	26 917	198 350

Participation des salariés

Dans ce poste, figurent les sommes comptabilisées au titre de :

- La participation des salariés (ordonnance du 21/10/1986)	34 126
- L'intéressement des salariés (loi du 07/11/1990)	68 252
	102 378

Taux de l'impôt sur les bénéfices

Le poste Impôt sur les bénéfices comprend une charge d'impôt sur les sociétés calculée au taux de droit commun de 28% pour la fraction des bénéfices n'excédant pas 75 000 € et au taux de 33,1/3% au-delà de cette limite, cette charge d'impôt étant diminuée de crédits d'impôts.

Intégration fiscale

La société fait partie du groupe d'intégration fiscale de la société mère BATEDIS.

La charge d'impôt comptabilisée est égale à celle qu'elle aurait supportée en l'absence d'intégration fiscale.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

- Impôt concernant le résultat courant avant impôts	63 765
- Impôt concernant le résultat exceptionnel (participation des salariés incluse)	19 579
	83 344

Situation fiscale latente

Impôt sur les sociétés payé d'avance provenant des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable de produits ou de charges :

- Situation au début de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	21 202
- Situation à la fin de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	17 345

AUTRES INFORMATIONS**Dettes garanties par des sûretés réelles**

L'ensemble des emprunts à moyen ou long terme contractés auprès d'établissements de crédit est garanti par des sûretés réelles (nantissement du fonds de commerce) à hauteur de 4 051 704 €.

Engagements financiers

	DONNES	RECUS
Cautions, avals, garanties concernant les filiales	-	-
Cautions, avals, garanties concernant les participations	-	-
Cautions, avals, garanties concernant les dirigeants	-	-
Cautions, avals, garanties concernant des sociétés de même enseigne	800 697	-
Effets escomptés et non échus	-	-
Marge non utilisée des crédits confirmés	1 100 000	1 100 000
Emprunts obtenus non encaissés	-	-
Autres engagements	-	-

Engagements de retraite

Les engagements de retraite résultent de l'application de la convention collective du commerce de gros et de détail à prédominance alimentaire.

Ils n'ont pas fait l'objet d'une provision comptabilisée au bilan.

Une estimation de ces engagements est donnée ci-après en retenant tous les salariés.

Les hypothèses de calcul sont les suivantes :

- départ uniforme de tous les salariés à l'âge de 62 ans, de façon volontaire ;
- calcul pour tous les salariés présents à la date de clôture de l'exercice social ;
- exclusion des dirigeants et mandataires sociaux en l'absence d'engagements formels ;
- valorisation établie à la date de clôture de l'exercice ;
- calcul effectué sur la base du salaire brut moyen mensuel ;

- évolution annuelle des rémunérations brutes : + 1.5 % (*) ;
- taux d'actualisation annuel à la clôture de l'exercice : 2.5 % (*) ;
- montant déterminé avec incidence des charges sociales et fiscales (taux moyen retenu : 37.8 %) ;
- critère de turn-over du personnel : faible ;
- table de mortalité : INSEE 2017.

(*) Le taux d'inflation et le taux d'actualisation ont été fixés en considération de l'ancienneté moyenne des salariés lors du départ à la retraite.

Le montant des indemnités ainsi déterminé s'élève à environ 227 133 €

Entreprises liées

BATEDISN

Créances diverses	-	264 588
Produits de participation	-	-
Autres produits financiers	-	-
Charges financières	-	-

Filiales et participations détenues

Néant

Société établissant des comptes consolidés

Les présents comptes annuels sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale par la société :

S.A.S. BATEDIS

Boulevard de l'Europe

28 100 DREUX

R.C.S. : CHARTRES 512 983 214

Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes concernent exclusivement la mission d'audit légal des comptes annuels.